



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 15/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EVVA - Chaufferie Valence La Forêt**

182 rue de la Forêt  
26000 Valence

Références : 20250915-RAP-DAEN1015  
Code AIOT : 0003201219

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2025 dans l'établissement EVVA - Chaufferie Valence La Forêt implanté 182 rue de la Forêt 26000 Valence. L'inspection a été annoncée le 13/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW (dites MCP).

Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection a permis de faire le point sur le poteau d'incendie du site et l'absence d'un groupe électrogène.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EVVA - Chaufferie Valence La Forêt
- 182 rue de la Forêt 26000 Valence
- Code AIOT : 0003201219
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Energie Verte de Valence - Site La Forêt - Groupe CORIANCE a été autorisée par arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 à exploiter une chaufferie urbaine comprenant deux chaudières Biomasse et trois chaudières (Gaz / FOD) à Valence.

Ce site vient en complément de la chaufferie historique située rue du capitaine Dreyfus à Valence, également exploitée par Energie Verte de Valence - Groupe CORIANCE.

Les installations permettent de chauffer environ 5 000 logements, 7 écoles, 1 lycée, 8 bâtiments municipaux, 2 immeubles de bureaux et 1 site industriel et avec le développement au sud du réseau : l'hôpital de Valence et le lycée de Briffaut.

Le réseau vient également d'accueillir les Spahis de Valence.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN25 Combustion
- Risque incendie
- Risque surpression

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 25/08/2025, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Demande d'action corrective	2 mois
3	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8	Demande d'action corrective	2 mois
4	Combustible biomasse b(v)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.9À 14	Demande d'action corrective	2 mois
5	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	Rétention de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 8.5.2 I.	Demande d'action corrective	1 jour
10	Groupe électrogène	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 8.71	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative vis-à-vis de la rubrique 2910 combustion	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 1.2.1	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57Sans objet	Sans objet
9	Poteau incendie	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 8.3.4	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a fait sa déclaration MCP et doit la modifier sur la puissance et la durée de fonctionnement.

L'exploitant doit mettre à jour la référence de la directive précisant la définition de la biomasse et contractualiser plus précisément avec ses fournisseurs sur le fait que la chaufferie ne peut accepter que de la biomasse relevant de la rubrique 2910-**A** (dans un rayon de 100 km comme prévu par son arrêté).

Post-inspection, l'exploitant déclare respecter la section 2 "Déchets répondant au b (v) de la définition de biomasse" de l'arrêté ministériel 2910 – Enregistrement dont relève ses plaquettes issues de scierie. Les résultats d'analyses (lot plaquette scierie et cendres volantes) fournis sont conformes.

Cependant, l'exploitant doit fournir une procédure dédiée permettant de démontrer qu'il respecte les articles 9 à 14 de l'arrêté ministériel.

Concernant les rejets atmosphériques :

- Les mesures périodiques annuelles sont réalisées.
- Le rapport pour le contrôle des chaudières gaz/fod est à fournir à l'inspection.
- pour les chaudières biomasse, les valeurs limites sont respectées en concentration et en flux (contrôle de mars 2025).
- Les valeurs instantanées relevées sur site sont conformes.
- L'inspection contrôlera dans le futur rapport les valeurs mesurées pour les rejets atmosphériques des chaudières Gaz / Fod (le contrôle 2024 était conforme).

La procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement est à compléter.

Des produits liquides corrosifs sont à mettre sur rétention immédiatement.

Un poteau incendie sur site est présent et a été testé conforme.

Une visite du SDIS sur site a été déclarée réalisée en décembre 2020.

Un groupe électrogène pour maintenir la ventilation dans les chaudières biomasse en cas de perte de l'électricité n'est pas présent (le maintien de la ventilation permet d'évacuer le monoxyde de carbone – explosif - qui serait produit en cas de mauvaise combustion). Un projet de mise en demeure est proposée à ce sujet à Madame la Préfète de la Drôme.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative vis-à-vis de la rubrique 2910 combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, conformité à l'AP et aux AMPG 2910
<b>Prescription contrôlée :</b>  Nomenclature ICPE et arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juillet 2019.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare que les installations de combustion n'ont pas évolué depuis l'autorisation initiale (2 chaudières biomasse, 3 chaudières Gaz/fod). Le site est soumis à enregistrement pour la rubrique 2910 A1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Registre MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2025, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<b>Prescription contrôlée :</b>  R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li><li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li><li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li><li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li><li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li><li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li><li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li><li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li></ul> II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;  
[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

### Constats :

L'exploitant a procédé à l'enregistrement de ses installations sur le registre MCP.

1- On constate que la puissance totale déclarée est de 44,1 MW contre 43,9 autorisés.

L'exploitant déclare que c'est une erreur. Elle provient des chaudières gaz ( $3 \times 11,1 = 33,3$  MW déclarés contre  $3 \times 10,9 = 32,7$  autorisés soit 0,6 de plus) et la chaudière biomasse CR550 : 7 MW contre 7,4 MW soit 0,4 de moins. Par contre pour la CR300 on a 3,8 MW déclarés et autorisés comme prévu pour la CR 300.

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Volume de l'activité	Nomenclature ICPE rubriques concernées	(A, E, D, NC)
Combustion	<u>Chaudières Biomasse :</u> - 1 chaudière biomasse de 7,4 Mwth PCI (6,4 Mwth après rendement) - 1 chaudière biomasse de 3,8 Mwth PCI (3,3 Mwth après rendement)  <u>Chaudières Gaz :</u> - 3 chaudières gaz naturel/FOD de 10,9 Mwth PCI (10 Mwth après rendement)  <b>Total : 43,9 Mwth PCI</b>	2910.A.1	E

Après contrôle sur site des plaques d'identification présentes sur chaque chaudière il a été démontré que les puissances autorisées dans l'arrêté sont cohérentes.

Puissance = débit de combustible entrant (m<sup>3</sup>/h ou t./h) x PCI (kWh/m<sup>3</sup> ou kWh/t)

CR300 :  $P = 1,325 \text{ t/h} \times 2\,200 \text{ kwh/t} = 2,915 \text{ MW}$

CR550 :  $P = 2,595 \text{ t/h} \times 2\,200 \text{ kwh/t} = 5,709 \text{ MW}$

Dans les faits le PCI Biomasse est plutôt de 2800 kwh/t soit :

CR 300 : P = 3,71 MW  
CR 550 : P = 7,266 MW

Et pour chaque chaudière de gaz/fod, la puissance sur la plate d'identification est de 10 MW.

2- Concernant la durée de fonctionnement annuelle l'exploitant a renseigné un intervalle : 4300-8600 heures.

Pour rappel, la durée de fonctionnement annuelle d'une installation de combustion moyenne mentionnée à l'article R. 515-114 du code de l'environnement est définie par la moyenne glissante des heures d'exploitation calculée sur une période de cinq ans pour les installations existantes et sur une période de trois ans pour les installations nouvelles.

Par ailleurs il faut compter toutes les heures durant lesquelles au moins un appareil fonctionne dans l'installation. On ne doit donc pas renseigner un intervalle.

Une description des installations est donnée à la fin du présent rapport.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit procéder à la rectification de sa déclaration conformément aux remarques de l'inspection (puissance et durée de fonctionnement annuelle).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Combustible**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :

- leur origine ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales

en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

**Constats :**

L'exploitant déclare utiliser de la plaquette forestière, du bois issu de scierie et des plaquettes « Sortie Statut de déchet » (SSD).

L'exploitant a fourni ses contrats d'approvisionnement qui exigent la fourniture de combustibles classés Biomasse 2910.

L'exploitant consomme exclusivement, seuls ou en mélange :

- du gaz naturel, du fioul domestique (pour ses chaudières Gaz/fod) ;
- et pour les chaudières biomasse : de la biomasse telle que définie au a) de la définition de la biomasse (plaquettes forestières = produits composés d'une matière végétale forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique), des produits connexes de scierie relevant du b) v) de la définition de la biomasse et de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement (Sortie de statut de déchet).

Un contrôle du dernier bon de livraison de plaquettes forestières et de plaquettes « Sortie de statut de déchet » ne montre pas d'anomalie. Par ailleurs, une analyse conforme de juin 2025 (réalisée par le fournisseur) aux exigences fixées par la réglementation SSD a été fournie.

Sur site, il n'a pas été constaté d'anomalie dans le stock de biomasse de l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les contrats d'approvisionnement font référence dans leur article 3 à la directive 2001/80/CE. Il convient désormais de se référencer à la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.

La définition de la biomasse est reprise dans la rubrique 2910. Cette définition est elle-même issue des directives IED et MCP (définition identique dans les deux directives).

Le référentiel ADEME cité dans les contrats (Classification des déchets bois de 2022) classe les déchets de bois en plusieurs catégories appelées :

- classe A
- classe BR1
- classe BR2
- classe C

Cette classification n'est pas une classification reconnue ou issue de la définition « ICPE » de la biomasse.

L'exploitant doit indiquer dans ses contrats la correspondance exacte par rapport à la définition de biomasse précisée dans la rubrique 2910 et par rapport à ses engagements de son dossier de



demande d'autorisation initiale : biomasse relevant de la 2910-**A** (pour ce site : biomasse telle que définie au a) de la définition de la biomasse (plaquettes forestières), des produits connexes de scierie relevant du b) v) de la définition de la biomasse et de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement (Sortie de statut de déchet).

Le rayon de 100 km de collecte est à préciser dans les contrats (article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 d'EVVA La Forêt).

L'inspection garde en mémoire les éléments issus du dossier de demande d'autorisation :

« en cas de nécessité ultime/de secours pour combler par exemple une défaillance d'un fournisseur de la chaufferie de la Forêt, le stockage de la plateforme de broyage de Pierrelatte gérée par ENERBIO (normalement exclusivement destinée à l'alimentation de la centrale de cogénération de Pierrelatte ) pourrait être réquisitionné ponctuellement pour assurer la continuité du service à partir d'énergie renouvelable plutôt que de mettre à l'arrêt les installations alimentées en biomasse et de basculer sur un fonctionnement consommant intégralement du gaz naturel. »

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Combustible biomasse b(v)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.9À 14

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Qualité de la biomasse

**Prescription contrôlée :**

Article 9 - Modalités d'application.  
Article 10 - Qualité de la biomasse  
Article 11 - Lot de combustibles  
Article 12 - Contrôle qualité de la biomasse  
Article 13 - Registre d'approvisionnement de la biomasse  
Article 14 - Cas des lots non conformes

**Constats :**

Ce point ne semblait pas applicable lors de la préparation de l'inspection.  
Après discussions post-inspection, il se trouve que ces articles s'appliquent aux plaquettes de scierie (relevant du b) v) de la définition de la biomasse).

Post-inspection, l'exploitant déclare s'assurer du respect de la section 2 "Déchets répondant au b (v) de la définition de biomasse" (articles 9 à 14) de l'arrêté ministériel 2910 – Enregistrement.  
Il a fourni une analyse conforme pour ses cendres volantes datant de décembre 2024 et une analyse conforme pour des plaquettes de scierie datant de février 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit établir une procédure dédiée permettant de démontrer qu'il respecte en tout point les articles 9 à 14 de l'arrêté ministériel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 76 de l'arrêté du 3 août 2018 Mesures périodiques.
<b>Constats :</b>  Les mesures périodiques annuelles sont réalisées sur le site par un organisme agréé.  Un rapport a été émis suite à contrôle en mars 2025 pour les deux chaudières biomasse. Les chaudières GAZ/FOD ont fait l'objet d'un contrôle en juin 2025.  L'auto-surveillance de 2025 de l'exploitant signale quelques rares dépassements journaliers mais rien de significatif. Toutes les mesures sont très majoritairement conformes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournira le rapport concernant le contrôle des rejets atmosphériques des chaudières Gaz/Fod sous 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Valeurs limites d'émission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des VLE applicables
<b>Prescription contrôlée :</b>  cf. AP + AMPG
<b>Constats :</b>  Concernant les chaudières biomasse, les valeurs limites sont respectées en concentration et en flux (contrôle de mars 2025).  Les valeurs instantanées relevées sur site sont conformes:  CO : 130 mg/Nm3 Nox : 156 mg/Nm3 SO2 : 8,24 mg/Nm3 Poussières : 0,29 mg/Nm3
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection contrôlera dans le futur rapport les valeurs mesurées pour les rejets atmosphériques des chaudières Gaz / Fod. Comme indiqué au point de contrôle précédent, l'exploitant fournira le rapport concernant le contrôle des rejets atmosphériques des chaudières Gaz/Fod sous 2 mois.  Remarque : Le contrôle de 2024 des chaudières Gaz/Fod était conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 7 : Système de traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Système de traitement des fumées. Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées à la présente section :  I.- L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;</li><li>- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.</li></ul>

[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>La procédure C-EXP-101-1 Exploitation et maintenance d'une chaufferie biomasse est active.</p> <p>Post-inspection l'exploitant a précisé qu'il faut informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.</p> <p>Par contre elle ne précise plus l'attendu si le fonctionnement n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 2 mois, l'exploitant doit préciser dans la procédure d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Rétention de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 8.5.2 I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention de produits chimiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans la zone « auvent de stockage », des produits étiquetés corrosifs ne sont pas entreposés sous rétention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit placer ces produits sur une rétention adaptée</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

**N° 9 : Poteau incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 8.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteau incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; [...]</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni le justificatif d'essai de son poteau incendie constaté sur site par une société tierce. Le débit à 1 bar est de 63 m3/h. Dans un deuxième justificatif de juillet 2025, le débit à 1 bar était de 104 m3/h.  Pour information l'exploitant s'est rapproché du SDIS26 en octobre 2020 pour visite des locaux en décembre 2020 (déclarée réalisée). L'exploitant déclare que le « formulaire exploitant » du SDIS26 a été renseigné et renvoyé en 2021 ( formulaire fourni post-inspection).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Groupe électrogène**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 8.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Groupe électrogène
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  maintien de la ventilation secourue par groupe électrogène. Le maintien de la ventilation permet d'évacuer le CO qui serait produit en cas de mauvaise combustion.  [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que le groupe électrogène n'a pas été installé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit installer un groupe électrogène.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

# DESCRIPTION DE L'INSTALLATION DE COMBUSTION

Nom de l'appareil	N° de conduit	Type appareil	Puissance de l'appareil (MW)	Date de mise en service	Combustible utilisé	Système de traitement des fumées	Durée de fonctionnement 2024
Chaudière Biomasse n°1 CR 300	Dans la cheminée A (un conduit seul uniquement CR 300)	Chaudière	3,8	Mars 2020	Biomasse 2910-A	Filtre à manches**	4794
Chaudière Biomasse n°2 CR 550	Dans la cheminée A (en mélange avec CR300 possible ou CR 550 seule)*	Chaudière	7,4	Mars 2020	Biomasse 2910-A	Filtre à manches**	4699,3
Chaudière 1 gaz/fod	Dans la cheminée B (conduit seul)	Chaudière	10,9	Le 01/10/2019	2910-A Gaz FOD (secours)	Sans Objet	463,2
Chaudière 2 gaz/fod	Dans la cheminée B (conduit seul)	Chaudière	10,9	Le 01/10/2019	2910-A Gaz FOD (secours)	Sans Objet	491,4
Chaudière 3 gaz/fod	Dans la cheminée B (conduit seul)	Chaudière	10,9	Le 01/10/2019	2910-A Gaz FOD (secours)	Sans Objet	176,3

\* les capteurs d'auto-surveillance sont installés en amont de la cheminée pour chaque conduit biomasse.

Il est possible de faire des mesures ponctuelles dans la cheminée en hauteur.

\*\* Le multi-cyclone n'a pas été retenu sur ce site pour faciliter la gestion des cendres.